

# “Il faut retirer la garantie d’Etat aux banques privées”

■ Peter Mertens, président du PTB/PVDA, répond à Charles Michel sur le communisme.

■ Son parti veut que l’Etat crée deux banques publiques.

■ Il n’exclut pas une majorité PTB-SP.A-Groen à Anvers en 2018

*“Nous sommes d’accord que les banques privées actuelles continuent à exister mais elles doivent pouvoir faire faillite. La seule garantie d’Etat doit aller vers une banque publique.”*

**Peter Mertens**  
Président du PTB/PVDA.

Entretien Stéphane Tassin

**A** l’heure où le Premier ministre, interpellé par le succès grandissant du PTB/PVDA, pointe les dangers du communisme, Peter Mertens, le président du parti, un Anversois, veut casser les clichés.

**Combien de membre compte actuellement le PTB ?**

Plus de 10 000 membres. Nous en comptons 1 500 en 2008.

**Ça ne va pas trop vite ?**

Non parce que les 10 000, on peut les organiser. On veut créer quelque chose de solide. Nous ne voulons pas aller trop vite. Nous voulons que les gens deviennent membres de manière réfléchie. Le PTB, ce n’est pas un escalier pour une carrière politique.

**Vous vous définissez dans vos statuts comme un parti communiste moderne.**

**Qu’est-ce que ça veut dire ?**

On veut retourner au sens correct du mot. Le terme vient du latin “commune” qui veut dire “ce qui est commun”. La terre que nous habitons tous doit être commune et l’essentiel des fruits du travail doit profiter à l’humanité entière. Lors de Manifesta (NdLR : un rassemblement organisé le week-end dernier par le PTB), il y avait une conférence intéressante qui posait la question de savoir si l’homme était social ou seulement égoïste. La réponse selon nous est que l’homme porte en lui les deux idées.

Mais fondamentalement, l’humanité a été capable de survivre, de façon créative, parce qu’elle est aussi sociale. Même pour être égoïste, il faut l’être par rapport à d’autres. Tout seul sur une île avec un arbre, ça ne sert à rien d’être égoïste. Nous voulons donc mener un débat qui doit définir ce qui est commun à tous et ce qui doit être privatisé.

**Le communisme, c’est la mise en commun des moyens de production, donc par extension, des nationalisations. C’est une notion qui fait peur. Quels outils le PTB voudrait voir privatisés ?**

La Déclaration des droits de l’homme dit que chaque homme et chaque femme a le droit individuel à l’enseignement, à la santé, etc. Nous considérons que la Sécurité sociale est aussi importante. Si l’enseignement était privatisé, cela coûterait, par enfant, 125 000 euros par an dans le secondaire. Sur la question de l’eau, nous pensons aussi que la pression européenne pour libéraliser le secteur n’est pas bonne. C’est un enjeu pour nous. Nous défendons la même logique sur l’énergie et sur le transport public.

**L’énergie devrait redevenir un service public à part entière ?**

Tout à fait. Et le transport en commun doit l’être totalement. Nous pensons aussi qu’il faut agir sur le secteur bancaire. Il y a cinquante ans, un très grand nombre de personnes ont pris un crédit hypothécaire à la CGER et cette banque faisait un profit qui était de l’ordre de 3 %. Ce n’était pas des taux surréalistes. Et le surplus n’était pas investi dans

des secteurs qui colonisaient la Palestine comme l’a fait la KBC ou dans les armes. Il l’était plutôt dans la recherche par exemple. Ce que nous allons proposer, lors de notre congrès de février 2018 en vue des élections, c’est une base de travail qui vise à mettre sur pied une ou deux banques publiques disposant d’une garantie d’Etat. L’Europe est contre mais nous voulons cette confrontation car pour nous, les banques sont tout le temps gagnantes. Celles qui prennent le plus de risques en spéculant sont devenues tellement grandes malgré la crise de 2008 que les Etats ne peuvent pas les laisser tomber en faillite. Ce qui donne à ces banques une influence énorme sur le monde politique. Nous sommes d’accord que les banques privées actuelles continuent à exister mais elles doivent pouvoir faire faillite. La seule garantie d’Etat doit aller vers une banque publique.

**Au niveau des grandes entreprises, est-ce qu'il y a, au PTB, une volonté de nationalisation ?**

Sur ce sujet, il faut sortir le débat des caricatures. Tout dépend de la situation. Lorsqu'on voit ce qui s'est passé chez Caterpillar, la question devait se poser. En revanche, il faut mettre en place, au niveau européen, un plan massif d'industrialisation. L'Europe doit jouer un rôle central dans le développement éolien et dans la transition énergétique en général. Tout cela doit être public.

**La Commission européenne a pourtant mis en place un plan d'investissement de plusieurs milliards d'euros ?**

Nous avons un peu creusé. Nous avons pu constater que cet argent ne sert pas à réinvestir. Une partie reste dans les grandes banques pour nettoyer leur balance et une partie arrive dans l'industrie privée. Mais cette industrie privée n'investit pas en Europe. Elle garde l'argent en caisse. Cela ne crée pas d'emplois. Cet argent doit servir à investir et à créer réellement de l'emploi notamment dans les énergies renouvelables.

**Récemment le Premier ministre mettait les citoyens en garde contre le communisme. Qu'est-ce que vous lui répondez ?**

Il définit le communisme comme l'abolition des libertés individuelles et comme un système qui provoquera le recul social. Pourtant nous habitons un pays qui est riche mais dont un million de femmes et 700 000 hommes sont encore dans la pauvreté. On peut se demander qui est en train de casser socialement ce pays ? Au niveau des droits individuels, on constate aussi que nous allons vers une société qui effrayerait Orwell. Il faut discuter de la lutte contre le terrorisme mais le contrôle individuel des gens qui est mis en place actuellement est total. Où sont passés les libéraux qui luttaient pour la liberté individuelle ?

**Le communisme renvoie quand même à toute une série de références qui font peur ?**

Intellectuellement, ça devient un disque un peu répétitif de toujours revenir là-dessus. Ce n'est pas très créatif ni constructif. Nous tapons sur des points sensibles et donc nous allons être attaqués continuellement. Si, à Walibi, Charles Michel avait dit que nous étions une force créative et que le MR devait parler avec nous, nous aurions dû organiser un bureau extraordinaire du parti pour comprendre ce que nous avons fait comme erreur... (rires).

**Existe-il un modèle communiste qui vous inspire ?**

L'essentiel de ce que nous proposons est nouveau. Mais l'histoire ne compte pas pour rien. Nous voulons une société qui respecte la nature et le travail humain. Nous devons la créer nous-mêmes et l'expérimenter. Syriza en Grèce a fait une expérience non concluante. Nous les avons soutenus parce qu'il est trop facile de rester sur le côté et de leur faire la morale. Rester dans ce carcan européen empêchera de faire quelque chose de correct. On voit qu'au Portugal, des partis de gauche essayent de faire quelque chose mais dans le cadre des traités européens. Ce n'est pas encore assez.

## “Nous ne participerons pas au pouvoir régional et fédéral en 2019”

**La FGTB souhaite la mise en place, en 2019, de coalitions PS-PTB-Ecolo. Vous en pensez quoi ?**

Au niveau du syndicat, il y a des intentions réelles. Ils nous ont invités et nous allons les rencontrer et les écouter. Mais nous avons toujours été clairs. Sur le pouvoir régional et fédéral en 2019, nous ne participerons pas pour deux raisons. A savoir, qu'il n'y a pas de volonté de mettre en place un gouvernement qui voudrait la confrontation totale avec les institutions européennes et qui ferait de la désobéissance civile à l'égard de l'Europe. Pour garantir cette désobéissance civile, il faut aussi que le gouvernement soit prêt à mobiliser la population. Nous ne voulons pas d'une situation à la Varoufakis (Ndlr : ancien ministre grec des Finances) seul contre tous. Et, pour l'heure, personne ne croit que le PS va aller dans ce sens-là. L'autre raison, c'est que nous voulons grandir à notre rythme. Ça va à contresens de la vie politique classique qui voit les partis vouloir prendre le plus de postes possible. Mais nous ne voulons pas casser notre parti en plaçant tous les cadres dans des cabinets ministériels. Si nous faisons cela, nous serons morts car nous perdrons notre capacité de mobiliser les gens. Nous avons encore besoin de recruter un certain nombre de personnes spécialisées dans certains domaines.

**Vous n'avez pas peur de décevoir les gens qui veulent voter pour vous ?**

J'ai surtout peur de décevoir les électeurs en y allant trop vite. Nous sommes contents de voir les lignes bouger au PS avec le nouveau livre de Di Rupo mais ce

n'est pas encore assez.

**En 2018, pourriez-vous, en revanche, monter dans des majorités communales ?**

Si les conditions sont bonnes, on le fera. A Anvers, nous sommes le 4<sup>e</sup> parti. De Wever perd 10 % dans les sondages qui sont récupérés par la gauche. Nous avons dit qu'à Anvers, nous étions prêts à monter dans une majorité avec Groen et le SP.A pour mettre en place une alternative à De Wever. Nous verrons les résultats et quelles seront les possibilités dans les communes où nous serons. Donc rien n'est exclu mais c'est différent de dire, nous voulons à tout prix y aller. Notre prix sera très cher.

**En 2019, vous pourriez envoyer de nombreux élus dans les Parlements. Quel sera le sens de leur travail puisque vous considérez que le travail parlementaire ne suffit pas ?**

Pour éviter que le travail de député soit centré uniquement sur l'assemblée, les députés auront toujours l'obligation de revenir souvent vers la rue pour ne pas se couper des gens. C'est pour cela aussi que nous avons des règles strictes sur la rémunération des élus. Lorsqu'un élu reste proche de la rue, il peut identifier des problèmes qui ne sont pas encore relayés par les médias par exemple. Sur la pension à 67 ans, nous entendons que les gens n'en veulent pas. Ils le disent. Nous ne nous opposons pas pour le plaisir. Raoul Hedebouw et Marco Van Hees, nos deux députés fédéraux, sont contrôlés par ces gens-là.